

RÉSUMÉ DE SESSION

■ L'APRÈS « BABYBOOM »

- ◆ [Allocution principale](#)
- ◆ [Panel 1 : Comment surmonter les effets à long terme de la crise ?](#)
- ◆ [Panel 2 : Promouvoir la solidarité](#)

Mardi 24 mai 2011

◆ Allocution principale

Orateur de marque : **Phil Zarlengo**, Président du Conseil, AARP, États-Unis

Modérateur : **Alexandrine Bouilhet**, Chef du service économie internationale, *Le Figaro*, France

Alexandrine Bouilhet ouvre la session en exposant dans leurs grandes lignes les tensions qui pourraient surgir entre les jeunes générations et les seniors du fait du taux de chômage élevé et de l'arrivée à l'âge de la retraite de la génération du baby-boom. Alors que les anciens vont devoir travailler plus longtemps pour reconstituer une épargne-retraite mise à mal par la crise financière, la concurrence sur le marché du travail entre les différentes générations risque d'aggraver le climat social.

Dans son allocution, **Phil Zarlengo** explique les évolutions que son organisation a pu observer aux États-Unis et à l'étranger, en faisant remarquer que le vieillissement mondial modifie le débat public. Face au piteux état des finances publiques dans de nombreux pays, les gouvernements ont tendance à « reporter sur les individus la responsabilité de s'assurer, à eux-mêmes et à leur famille, une situation décente ». Les travailleurs seniors vont donc à la fois payer plus pour constituer une retraite et subvenir plus longtemps aux besoins de leurs enfants, qui peinent à s'insérer sur le marché du travail. Ce sont les travailleurs les plus âgés et les plus jeunes qui sont le plus durement touchés par la récession.

M. Zarlengo fait cependant remarquer que les enquêtes menées par l'AARP montrent que ces tensions sont peut-être moins importantes que ne le laissent penser les gros titres des journaux, et que les relations intergénérationnelles et les comportements sont en réalité assez positifs. A long terme, et à mesure que la reprise économique se confirmera et que les baby-boomers partiront à la retraite, le risque sera plutôt de voir apparaître des pénuries de main-d'œuvre. Il faut donc maintenir les seniors sur le marché du travail, à la fois pour éviter une baisse plus marquée de l'offre, et pour aider à soutenir les recettes fiscales. Les employeurs doivent donc tirer le meilleur parti des possibilités qui s'offrent aux deux extrémités du spectre démographique, et certaines entreprises y parviennent mieux que d'autres. Parmi les exemples de réussite, on peut citer les entreprises qui emploient les seniors comme tuteurs pour les jeunes recrues, qui elles-mêmes initient leurs collègues plus âgés aux techniques de leur génération.

◆ Panel 1 : Comment surmonter les effets de la crise à long terme ?

Modérateur : **Alexandrine Bouilhet**, Chef du service économie internationale, *Le Figaro*, France

Intervenants : **John Hearn**, Vice-Président (International), Université de Sydney, Australie
Monika Kosinska, Secrétaire générale, Alliance européenne de santé publique (AESP)

Carlos Susías Rodado, Président, Réseau européen anti-pauvreté-España

Discutants : **Aleph Torres**, Président, Fundación Proaccesso ECO, A.C., Mexique

Johannes De Geus, Directeur, Enseignement & développement, Schouten Training

Si, dans les pays de l'OCDE, les jeunes ont des difficultés à s'intégrer sur le marché du travail, cela n'a pas mené, selon les membres du panel, à un conflit intergénérationnel généralisé. Au cours d'un long débat, le panel évoque à la fois des questions précises telles que le mouvement actuel de la Puerta del Sol, et des sujets plus généraux comme la réforme des retraites.

Alexandrine Bouilhet pose tout d'abord la question de savoir comment empêcher toute une génération de jeunes sans emploi de perdre contact avec le marché du travail et comment faciliter le passage de l'éducation à l'emploi.

Pour **John Hearn**, même si nous sommes confrontés à la fois à une crise de l'emploi des jeunes et à une population active vieillissante, le problème principal des cinq à dix prochaines années sera celui de « l'inadéquation entre les départs à la retraite et les nouveaux emplois ». Cependant déclare t-il, « la solidarité intergénérationnelle est possible avec une politique appropriée ». Il est évident que la crise financière mondiale a aggravé le chômage mais, selon M. Hearn, « cela nous donne l'occasion de revenir à des valeurs fondamentales, comme les Objectifs du Millénaire pour le développement et la réforme de l'éducation ». L'OCDE peut apporter sa pierre à l'édifice en encourageant des politiques plus générales qui stimulent la croissance de l'emploi.

En réponse à une question d'Alexandrine Bouilhet concernant l'avenir des jeunes, tout particulièrement en Europe, **Monika Kosinska** affirme qu'il s'agit d'un sujet complexe et qu'il faut cesser de séparer les politiques telles que l'éducation, la retraite etc. et qu'il faut cesser de les traiter de façon isolée. « Si nous ne menons pas une politique cohérente prenant simultanément en compte l'éducation et l'emploi... nous ne pourrions pas parler d'innovation, d'esprit d'entreprise et de possibilités à saisir, car notre action restera cloisonnée », déclare-t-elle. Il faut des stratégies plus globales. Beaucoup de baby-boomers ont eu la chance, durant leur vie active, de profiter de possibilités d'éducation toujours plus grandes, de l'absence de guerre, de l'amélioration des soins de santé et des systèmes de retraite, pour ne citer que quelques exemples. Mais ces privilèges ont été concentrés dans les mains de ceux qu'elle appelle « l'élite dirigeante » et « nous ne pouvons donc pas demander à des ouvriers de continuer à travailler après l'âge de la retraite ».

Mme Bouilhet, au sujet des manifestations de la Puerta del Sol en Espagne, se demande si l'on peut les comparer aux révoltes de mai 1968 en France. **Carlos Susías Rodado** répond que les jeunes Espagnols sont en colère parce qu'ils croient fortement en la démocratie et qu'ils veulent que les hommes politiques tiennent leurs promesses de mise en place d'une loi électorale plus juste, de réforme fiscale et de prêts bancaires à faible taux d'intérêts. Il note cependant des différences importantes avec les événements de 1968 en France. Le mouvement de la Puerta del Sol n'est pas en conflit avec l'ensemble de la génération des anciens, mais uniquement avec l'élite politique. Il souligne également le caractère pacifique des manifestations, qui contraste avec celles des étudiants français en 1968.

Mme Kosinska, à qui il est demandé si les manifestations de la Puerta del Sol peuvent s'étendre à d'autres pays à la manière du « Printemps arabe », répond que « si d'autres groupes arrivent à prendre conscience de ce qu'il se passe, il est fort possible que le mouvement s'étende ». Si les gens pensent qu'« il s'agit d'un blocage politique d'une classe sociale particulière, il y a les racines d'un mouvement populiste ».

Les membres du panel s'accordent à dire qu'il n'y a pas de réelle concurrence sur le marché du travail entre les générations. M. Susías Rodado considère qu'il s'agit d'une concurrence « fallacieuse ». « Nous devons accepter l'idée que la jeune génération ne sera pas indépendante avant un certain temps et que l'ancienne génération doit contribuer à la création de nouveaux emplois ».

◆ Panel 2 : Promouvoir la solidarité

Modérateur : **Simon Kuper**, Éditorialiste, Financial Times

Intervenants : **Peter Matjašič**, Président, Forum européen de la jeunesse (FEJ)

Jan Niessen, Jan Niessen, Directeur, Migration Policy Group, Belgique

Sandra Polaski, Sous-secrétaire d'État adjointe chargée des affaires internationales,
Département du Travail, États-Unis

Stephen Pursey, Conseiller senior auprès du Directeur général, Organisation internationale
du travail (OIT)

Discutant: **Edward Whitehouse**, Administrateur principal, Direction de l'emploi, du travail et des
affaires sociales, OCDE

Ce groupe de discussion sur les questions générationnelles réfléchit à la manière dont les gouvernements et la société dans son ensemble pourraient remédier aux problèmes soulevés par le vieillissement de la population. Le modérateur, **Simon Kuper**, demande comment financer les coûts liés au vieillissement de la population et s'interroge : « la solidarité intergénérationnelle va-t-elle céder sous la pression ? ». Même si l'immigration peut en partie pallier les pénuries de main-d'œuvre et les problèmes démographiques, il se poserait d'autres problèmes comme la nécessité de former les immigrés récemment arrivés.

Sandra Polaski fait remarquer au sujet des États-Unis qu'il est difficile de savoir comment la transition démographique va s'opérer dans les années à venir. Il s'agit là d'« une équation complexe comportant de nombreuses inconnues » susceptibles d'amples variations au fil du temps. Les taux d'activité des jeunes et des seniors sont des variables importantes qui ne sont pas figées. De même, les taux d'immigration prévus et les hypothèses concernant les gains de productivité peuvent infléchir notablement les résultats des calculs. Citant un discours récent du Président de la Réserve fédérale américaine, Ben Bernanke, Mme Polaski indique qu'avec un taux de croissance de la productivité de 2.5 % par an, le PIB par habitant pourrait doubler en l'espace d'une génération, mais qu'avec un taux de croissance de 1.5 %, il faudrait deux générations. Toutes ces variables dépendent en outre des politiques menées par les gouvernements.

Peter Matjašič pense que « les jeunes individus ne sont pas en conflit avec l'ancienne génération. Ils veulent simplement l'égalité de traitement ». Il fait remarquer que les mesures prises contre le chômage aux deux extrémités du spectre démographique sont très différentes selon les pays. En Europe, les pays du sud s'en sont souvent moins bien sortis que ceux du nord, qui recourent davantage à des politiques de formation professionnelle pour les chômeurs. De plus, ces pays adoptent souvent des politiques ciblées sur les jeunes.

Passant au sujet de l'immigration, **Jan Niessen** fait remarquer que de nombreux groupes d'immigrés ont souffert ces dernières années, les nouveaux arrivants étant généralement les plus touchés. D'un pays à l'autre les expériences sont également très différentes. Les analyses qui ont été faites révèlent que la Suède et le Canada se placent toujours en tête des pays qui résolvent le mieux les problèmes d'immigration mais, plus surprenant peut-être, l'Espagne et le Portugal s'en sortent plutôt bien aussi. Ce qu'il faut surtout, selon M. Niessen, c'est la volonté politique qui aide à construire un consensus autour d'un message positif et de politiques d'immigration efficaces. A la question de savoir s'il y a une volonté d'intégrer les immigrés et si la solidarité existe, **Stephen Pursey** répond que l'évolution des inégalités avant et pendant la crise « détruit la confiance dans la société et sape l'esprit de collectivité ». Il ajoute : « Il va être beaucoup plus difficile d'accompagner ces changements démographiques si nous ne restaurons pas cette confiance ».

Mme Polaski indique en outre qu'aux États-Unis le sujet de l'immigration divise l'opinion. Le gouvernement actuel doit donc insister sur les aspects positifs de l'immigration, qui a par le passé contribué grandement à la croissance économique. M. Matjašič ajoute que parmi la jeune génération, les individus les plus susceptibles de se porter vers des discours politiques populistes sont ceux qui se sentent le plus exclus du marché du travail. Les gouvernements doivent trouver les moyens de donner plus de poids à l'expression des jeunes dans le débat politique afin qu'ils puissent manifester leur mécontentement par des voies légales et démocratiques.

L'assistance ayant été invitée à prendre la parole, **Edward Whitehouse** convient que la solidarité intergénérationnelle est en réalité assez forte, et il estime que les craintes de conflits sur le marché du travail pourraient se révéler aussi infondées que celles suscitées précédemment par l'entrée des femmes dans le monde du travail, qui avait fait craindre qu'elles ne prennent la place des hommes. Que peuvent donc faire les gouvernements pour contrer ces préjugés ?

Les membres du panel considèrent qu'il faut encourager des attitudes plus positives, et Jan Niessen pense que le fait de donner plus de visibilité aux représentants des groupes immigrés dans l'arène politique y contribuerait.

MS/RK, PC